

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
ET VENTE DE MUGUET POUR LE 1^{ER} MAI**

N°ST 2024_131P

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment les articles L2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L2122.1 relatif à l'occupation du domaine public,

VU le Code du Commerce, notamment ses articles L. 310-2 et L.442-8,

VU l'article 446-3 du Code pénal précisant que les forces de l'ordre peuvent détruire ou confisquer les brins de muguet en cas de non-respect du présent arrêté,

CONSIDERANT que la vente du muguet sur la voie publique, chaque 1^{er} mai, constitue une tradition ancienne et qu'il convient de donner à cette coutume un caractère exceptionnel,

CONSIDERANT que le commerce sur la voie publique est réglementé et qu'il convient de prendre des dispositions pour sauvegarder la tranquillité publique,

A R R E T E

Article 1 – Autorisation exceptionnelle : La vente en petite quantité du muguet des bois dit muguet sauvage par des vendeurs autres que les marchands régulièrement autorisée est tolérée le 1^{er} mai de chaque année, et uniquement ce jour-là, sur le domaine public de la commune.

Article 2 - Réglementation spécifique :

- Le muguet doit être présenté à l'état sauvage sans racines, sans vannerie, ni poterie, ni cellophane ou autre emballage, sans adjonction d'aucune autre fleur, plante ou végétal de quelque nature que ce soit.
- Toute installation fixe (bancs, tables présentoirs, etc.) sur le domaine public est interdite ainsi que l'utilisation de tout type de véhicule.
- Les vendeurs ne peuvent s'installer à moins de 100 mètres des boutiques de fleuristes et des étals des commerçants fleuristes des marchés.
- Il est formellement interdit aux vendeurs d'importuner les promeneurs et d'attirer leur attention par des appels, annonces etc.
- Les vendeurs ne doivent pas en aucun cas occasionner une gêne ou un danger pour les piétons et les véhicules : la circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours, de service et de livraison, sont préservés en toute circonstance.

Article 3 - Sanctions : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et sanctionnée conformément à la loi.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle est consentie, uniquement pour ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public pour le 1^{er} mai de chaque année.

Article 5 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 26 avril 2024,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur des Services technique
Yann AURENSAN

